Conseil national du PCF
15-16 décembre 2006

André Greder
secrétaire départemental du PCF 82

Tout faire pour que vive le rassemblement antilibéral

J'aimerais avoir autant de certitudes que certains camarades, dans une situation aussi difficile. Je vais tout de même vous faire part de quelques réflexions et vous dire le positionnement des militants du PCF 82 réunis hier soir en assemblée générale.

Comme tout le monde, nous avons constaté que, malgré le vote majoritaire, il n'a pas été possible de réaliser le consensus autour de la candidature de Marie George Buffet.

La réunion de ST OUEN a montré le blocage.

Mais quelle est la nature de ce blocage ?

Il repose sur le fait qu'aucune organisation ne peut accepter que ce soit le Numéro 1 du PCF qui incarne le candidat du rassemblement. Il ne repose ni sur l'appartenance au PCF, ni sur les qualités de MG Buffet.

Nous connaissions ce blocage, nous ne l'avons pas découvert à ST OUEN. Il n'a cessé d'exister depuis le début du processus de désignation. Nous savons aussi que cette question a traversé les collectifs et y compris les rangs du PCF. Nous pensions pouvoir le dépasser par le débat, nous pensions pouvoir convaincre. Le 9 et 10 décembre, le constat est clair : nous n'y sommes pas parvenus.

Il faut donc éviter les jugements excessifs, cela n'avance à rien.

Sur la question du double consensus :

Nous connaissions la règle depuis plusieurs semaines. L'avons-nous contestée ? Jamais. Il serait alors profondément anormal de le faire maintenant, au moment où cette règle ne nous arrange pas

Les organisations ont le droit d'avoir une pensée propre. Il n'est pas dans leur rôle d'avaliser simplement le choix des collectifs, sinon le double consensus n'aurait eu aucun sens. Je crois que nous devons respecter la pensée de chacune, comme nous entendons que l'on respecte la notre.

Si, par exemple, majoritairement, les collectifs locaux décidaient la sortie immédiate du nucléaire, leur opinion majoritaire ne nous obligerait à aucun alignement, nous garderions notre position propre.

Regrettons simplement que la position majoritaire des collectifs locaux, n'ait pas bougé plus le positionnement de chaque organisation, sans en rajouter.

L'opinion majoritaire de l'assemblée générale des communistes de Tarn et Garonne :

Nous pensons qu'il faut tout faire pour dépasser le blocage, que le PCF qui est la force

principale du rassemblement, qui le porte beaucoup, doit prendre l'initiative. Il nous appartient, comme l'a dit Bernard Callabuig, lors de la réunion des secrétaires fédéraux, de lever un à un tous les obstacles qui pourraient empêcher le rassemblement antilibéral.

Il nous appartient de ne pas sortir de ce conseil national sans geste d'ouverture pour que ce rassemblement ait toutes les chances d'aller au bout.

Nous souhaitons que toutes les organisations restent dans le rassemblement

Nous souhaitons que nous nous saisissions de la proposition qui nous est faite de proposer à la candidature, un militant issu des rangs du PCF, identifié dans le mouvement social afin de tout tenter pour trouver le consensus sur un candidat.

Et pour cela, une majorité d'entre nous envisage en effet la nécessité de lever la candidature de Marie George Buffet.

Qui a tout à perdre si ce rassemblement échoue ?

- Notre peuple qui verrait s'envoler toute perspective de transformation de la société.
- Sûrement pas les autres partenaires qui n'engagent pas beaucoup de leur avenir dans ce rassemblement.
- Mais nous les communistes nous avons tout à perdre. Car un échec du processus de rassemblement antilibéral nous marginaliserait encore un peu plus.

Conclusion

Alors oui, commençons un geste d'ouverture. Sans le rassemblement antilibéral, il n'y a aucun espace politique dans les échéances de 2007. C'est le vote utile PS qui serait relancé. Seul un rassemblement d'espoir peut convaincre,

J'ajoute que si nous portions une once de responsabilité dans le fait que le rassemblement antilibéral n'aille pas jusqu'au bout, nous le payerions très cher, des camarades relativiseraient alors leur engagement au sein de notre parti. Je dis que notre fédération serait en difficulté et j'en avertis dès maintenant Michel Laurent, responsable national des fédérations, qu'on ne me demande pas pourquoi.